

INTRODUCTION A LA MACROECONOMIE
Séance de travaux dirigés n°4
Le compte de secteur des ménages
Les ménages dans la crise

Documents joints :

- **Document 1** : Fiche thématique le revenu, extrait de : Les revenus et le patrimoine des ménages, INSEE, édition 2013.
- **Document 2** : Le revenu disponible des ménages, extrait de : Les comptes de la nation en 2011, Insee première, n°1401, mai 2012.
- **Document 3** : La consommation des ménages. Le portail de l'économie et des finances.
<http://www.economie.gouv.fr/facileco/consommation-des-menages>

I. Définition des concepts de base

1. Parmi les soldes des comptes de secteur, quels sont ceux que l'on peut mobiliser pour analyser le comportement des ménages ordinaires ?
2. Comment appréhende-t-on le pouvoir d'achat des ménages et qu'est le pouvoir d'achat arbitrage ?

II. Consommation des ménages dans la crise

1. Les services de l'INSEE nous transmettent pour 2011 les éléments suivants extraits du compte des ménages en milliards d'euros :

- Salaires et traitements nets : 685,2
- Cotisations sociales à la charge des salariés : 105,1
- Cotisation sociales employeurs : 287,3
- Excédent brut d'exploitation (EBE) : 158,2
- Revenu mixte brut (RMB) : 121,1
- Revenues nets de la propriété (reçus – versés) : 127,7
- Impôt courant sur le revenu et le patrimoine : 175,1
- Cotisations sociales versées : 424,4
- Prestations sociales autre que transferts sociaux en nature : 428,7
- Autres transferts courants nets : 9,4

- a) Définir et calculer le solde des revenus primaires des ménages (SRP). Calculer le revenu disponible brut (RDB) des ménages.
- b) Que représentent les prestations sociales par rapport aux revenus salariaux bruts des ménages ?
- c) Evaluer les revenus de distribution secondaire des ménages. Commenter succinctement les résultats.

2. Analyse de documents

Répondez aux questions suivantes :

- a) A partir du document 1, préciser les différentes composantes du RDB des ménages et leur importance. Quelles sont les causes de l'augmentation du RDB des ménages après une stagnation en 2009 ?
- b) Vous proposerez une lecture et une analyse de la répartition du revenu disponible des ménages en 2010, partant du document 2.
- c) Expliquez ce que traduit le rapport interdécile rapporté dans le tableau du document 2 qui concerne les indicateurs sur le revenu disponible des ménages de 2002 à 2010 ?

Question de synthèse : Analysez le comportement des ménages en France aujourd'hui

1.1 Revenu des ménages en comptabilité nationale

Au niveau de la Nation, la masse des ressources disponibles de l'ensemble des ménages est mesurée par le **revenu disponible brut** (RDB) des ménages. Ce dernier prend en compte l'ensemble des revenus d'activité et de la propriété (le revenu primaire des ménages), duquel on soustrait les prélèvements (impôts et cotisations) et auquel on ajoute les prestations sociales.

En euros courants, la masse des salaires et traitements bruts, principale source des revenus d'activité des ménages, après avoir stagné en 2009, augmente de 2,3 % en 2010, grâce à la stabilisation de l'emploi et à une légère accélération du salaire moyen par tête. En 2011, elle accélère (+ 2,9 %), soutenue par la reprise de l'emploi. Du fait de la reprise de l'activité, les revenus des entrepreneurs individuels augmentent de plus de 2,0 % en 2010 et 2011, après une baisse de 6,6 % en 2009. Au total, le revenu primaire des ménages connaît une hausse de 3,3 % en 2011, grâce au redressement des revenus d'activité et des revenus du patrimoine.

Les impôts sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages progressent de 2,8 % en 2010, après avoir diminué de 4,5 % en 2009. Cette reprise provient en partie de la fin des mesures d'allègement prises pendant la crise et de l'augmentation des revenus d'activité qui génère un surplus de contribution sociale généralisée (CSG) et de contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). En 2011, toujours sous l'effet du dynamisme des revenus d'activité et du relèvement de

certain impôts, le montant payé par les ménages accélère, à + 6,6 %. Dans le même temps, les prestations sociales augmentent de 3,2 % en 2010 et 2011 après 5,5 % en 2009. Ce ralentissement est en partie dû à celui des indemnités de chômage, en lien avec l'amélioration du marché du travail, et à la fin de certaines primes exceptionnelles versées dans le cadre du plan de relance. La hausse du revenu disponible des ménages est plus rapide en 2011 (+ 2,6 %) que lors des deux précédentes années (+ 0,5 % puis + 2,0 %).

Le pouvoir d'achat du RDB obtenu en déflatant le revenu par le prix de la dépense de consommation finale ralentit. Il progresse de 0,5 % en 2011, contre 0,9 % en 2010 et 1,2 % en 2009. Cet indicateur global ne reflète toutefois pas l'évolution individuelle moyenne : rapporté au nombre d'**unités de consommation** (UC), pour tenir compte de l'évolution du nombre et de la composition des ménages, le pouvoir d'achat par unité de consommation se stabilise (+ 0,3 % en 2010 et - 0,1 % en 2011), après une augmentation de 0,6 % en 2009. Cette mesure peut toutefois différer parfois de la perception qu'ont les ménages de l'évolution de leur niveau de vie. Pour tenter de s'en rapprocher, on calcule le **pouvoir d'achat arbitral** par UC en déduisant du revenu certaines dépenses de consommation jugées difficilement renégociables à court terme par les ménages : celui-ci augmente de 0,3 % en 2011 (après + 0,7 % en 2009 et + 0,2 % en 2010). ■

Définitions

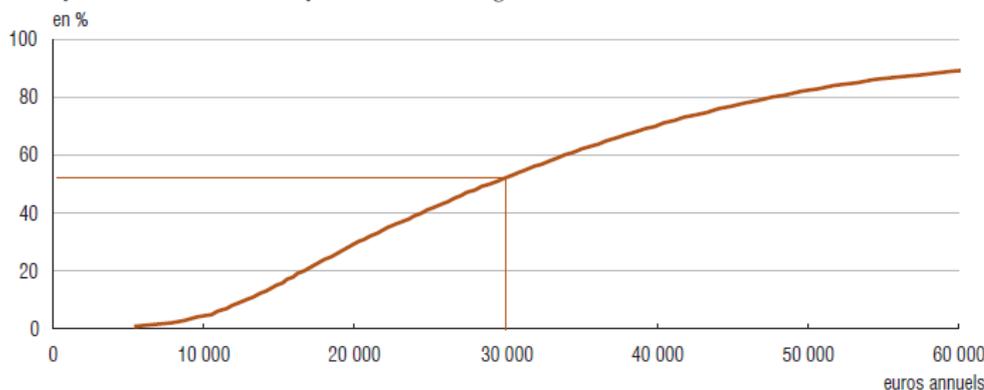
Revenu disponible brut (RDB) : revenu qui reste à la disposition des ménages pour la consommation et l'épargne, une fois déduits les prélèvements fiscaux et sociaux. Le RDB diffère du revenu disponible évalué à partir des enquêtes auprès des ménages (voir *annexe Sources et méthodes*).

Unités de consommation d'un ménage (UC) : pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on utilise une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle actuellement la plus utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante : 1 UC pour le premier adulte du ménage, 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

Revenu arbitral : RDB après déduction des dépenses de consommation dites « pré-engagées » telles que logement, services de télécommunications, frais de cantine, service de télévision, assurances (hors assurance-vie) et services financiers (voir *annexe Glossaire*). Le **pouvoir d'achat du revenu arbitral** est calculé en utilisant comme déflateur le prix des seules dépenses de consommation non « pré-engagées ».

Document 2

1. Répartition du revenu disponible des ménages en 2010



Champ : France métropolitaine, ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Lecture : en 2010, 52 % des ménages ont un revenu disponible annuel inférieur à 30 000 euros.
Sources : Insee ; DGFiP ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2010.

2. Quelques indicateurs sur le revenu disponible des ménages de 2002 à 2010

montants annuels en euros constants 2010

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Revenu disponible médian	28 720	28 320	28 100	28 230	28 610	28 870	29 030	29 170	28 910
Revenu disponible moyen	33 860	33 580	33 360	33 620	34 250	34 590	35 000	35 050	35 220
1 ^{er} décile (D1)	12 910	12 950	12 790	12 750	12 940	13 040	13 070	13 130	12 830
9 ^e décile (D9)	58 950	58 460	57 960	58 220	59 370	60 220	60 440	60 800	61 750
Rapport interdécile (D9/D1)	4,6	4,5	4,5	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,8
S20 (%)	7,3	7,3	7,3	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	6,9
S50 (%)	27,1	27,2	27,0	26,9	26,7	26,6	26,5	26,5	26,0
S80 (%)	59,3	59,3	59,1	59,0	58,5	58,6	58,3	58,4	57,8
(100-S80)/S20	5,6	5,5	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	6,1
Indice de Gini	0,334	0,334	0,337	0,340	0,344	0,344	0,346	0,346	0,354

Champ : France métropolitaine, ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Lecture : en 2010, les 20 % de ménages les plus modestes disposent de 6,9 % de la somme des revenus disponibles (S20), les 20 % les plus aisés ont 42,2 % de la somme des revenus disponibles (complément à 100 de S80).
Sources : Insee ; DEI, enquête Revenus fiscaux et sociaux métropolitains de 2002 à 2004 - Insee ; DGFiP ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005-2010.

3. Revenu disponible par ménage selon la tranche de revenu en 2010

en euros par an

Tranche de revenu annuel disponible	Limite supérieure de tranche (décile)	Revenu annuel moyen	Nombre d'UC moyen par ménage
Inférieur à D1	12 830	9 570	1,11
D1 à D2	16 610	14 800	1,16
D2 à D3	20 280	18 440	1,26
D3 à D4	24 370	22 290	1,40
D4 à D5	28 910	26 610	1,51
D5 à D6	33 970	31 390	1,64
D6 à D7	39 880	36 800	1,74
D7 à D8	47 640	43 510	1,83
D8 à D9	61 750	53 610	1,91
Supérieur à D9	//	95 130	1,96

Champ : France métropolitaine, ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Lecture : en 2010, les 10 % des ménages dont le revenu est compris entre 12 830 euros (D1) et 16 610 euros (D2) ont un revenu annuel disponible moyen de 14 800 euros.
Sources : Insee ; DGFiP ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2010.

La consommation des ménages



La consommation des ménages est une donnée essentielle sur la santé économique du pays puisqu'elle représente 55 % du PIB et qu'elle explique 30 % de la variation du PIB chaque trimestre. Comme cela ressort d'une [note de conjoncture de l'INSEE parue en juin 2012](#), la consommation des ménages a ralenti entre 2008 et 2011 et sa composition s'est elle aussi modifiée.

La consommation fortement ralentie

Depuis le début de la crise, la consommation des ménages français continue d'augmenter mais beaucoup moins vite qu'avant la crise. Entre 2000 et 2007, elle augmentait en moyenne de 2,1 % par an. Depuis 2008, **la consommation augmente de seulement 0,3 % par an**. En 2011, l'augmentation de la consommation a été fortement ralentie : seulement 0,3 % par rapport à 2010, après une hausse de 1,4 % entre 2009 et 2010.

La progression de la consommation subit des à-coups. La consommation de voitures est l'exemple le plus marquant. L'achat de véhicules représente près de la moitié (45 %) de la variation de la consommation totale. Or ces achats sont fortement liés aux dispositifs gouvernementaux, principalement la prime à la casse. On note des pics de consommation après leur mise en place et un recul des immatriculations au 2^{ème} trimestre 2011 suite à la suppression du dispositif le 1^{er} janvier 2011.

Ralentissement du pouvoir d'achat et hausse de l'épargne

La consommation des ménages dépend, en premier lieu, du niveau de revenu. La crise économique a fait stagner les salaires. Le ralentissement du pouvoir d'achat explique plus de la moitié du ralentissement de la consommation des ménages.

La hausse du taux d'épargne explique une autre partie du ralentissement de la consommation des ménages. Dans les périodes de ralentissement économique, les ménages favorisent l'épargne de précaution. Les Français ont largement privilégié l'épargne, même si leur pouvoir d'achat a augmenté très faiblement. En effet, l'inflation a été plus forte que la hausse des revenus.

La montée du chômage et les incertitudes croissantes sur l'emploi ont renforcé le pessimisme des Français qui ont préféré augmenter leur taux d'épargne que leur consommation. Entre 2008 et 2011, le taux d'épargne est en moyenne de 16 %. Il a gagné 1 point depuis le début des années 2000.

L'élasticité des prix et des revenus

L'évolution de la composition de la demande est ainsi plus ou moins sensible à la variation du revenu et des prix. C'est ce qu'on appelle l'élasticité.

L'élasticité-prix mesure la sensibilité de la demande suite à une variation du prix. Dans la majorité des cas, l'élasticité-prix est négative. Cela signifie que la demande et le prix varient en sens [inverse](#) : quand le prix d'un bien augmente, la demande diminue.

L'élasticité-revenu mesure la sensibilité de la demande suite à une variation du revenu. Dans la majorité des cas, l'élasticité-revenu est positive : plus le revenu augmente, plus la consommation augmente.

L'INSEE a étudié les différents postes de consommation en fonction de leur élasticité prix et de leur élasticité revenu.

Les produits dont la consommation peut difficilement être réduite ont des élasticités prix et revenu faibles. La demande est stable quels que soient le prix et le revenu. Il s'agit principalement des produits alimentaires, de l'énergie et de l'habillement.

En revanche, les biens d'équipement, l'hébergement-restauration ou les services d'information et de communication peuvent facilement être réduits. C'est leur consommation qui est principalement réduite quand les prix augmentent ou quand les revenus diminuent. Leurs élasticités prix et revenus sont fortes.

La consommation des ménages en 2011

En 2011, la dépense totale de consommation des ménages français s'élevait à 1 110,1 milliards d'euros, soit plus de la moitié du PIB.

	En milliards d'euros	Coefficient budgétaire en %
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	150,8	13,6
Boissons alcoolisées et tabac	35,8	3,2
Habillement et chaussures	47,7	4,3
Logement, eau, gaz, électricité...	281,2	25,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	64,8	5,8
Santé	43,3	3,9
Transports	160,6	14,5
Communications	29,1	2,6
Loisirs et culture	93,6	8,4
Autres	203,2	18,3
Dépense de consommation	1 110,1	100,0

Le premier poste budgétaire des Français est le logement qui représente un quart de la consommation totale. À noter, les dépenses de consommation des ménages en logement incluent les loyers versés par les locataires mais aussi les « loyers imputés » que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent. Les transports, la communication, les loisirs et la culture forment un autre quart de la consommation totale des Français.

Un coefficient budgétaire est le rapport de la dépense consacrée à un poste ou à une catégorie de biens ou services, (par exemple l'alimentation, le logement...) à la dépense totale.